

# Affaire Tylenol

L'affaire Tylenol est une série de meurtres par empoisonnement commis en 1982 dans l'agglomération de Chicago aux États-Unis. Toutes les victimes avaient ingéré des comprimés d'acétaminophène de marque Tylenol contaminées au cyanure de potassium. Les crimes originaux ont causé la mort de sept personnes, mais des crimes subséquents s'en inspirant ont entraîné plusieurs autres décès.

Aucun suspect n'a jamais été inculpé ni reconnu coupable de ces empoisonnements. Bien qu'aucune preuve n'ait pu le lier directement aux meurtres, un citoyen de New York, James William Lewis, a été condamné pour extorsion de fonds : dans une lettre envoyée à l'entreprise Johnson & Johnson, il affirme être l'auteur des meurtres et demande la somme d'un million de dollars pour y mettre fin.

Ces incidents ont mené à des réformes de l'emballage des médicaments en vente libre et à des lois fédérales anti-altération. Les actions de Johnson & Johnson pour limiter le nombre de décès et informer le public des risques d'empoisonnement ont été saluées comme étant une partie intégrante d'une gestion de crise exemplaire en termes de relations publiques.

## Incidents

Le 29 septembre 1982, Mary Kellerman, 12 ans, meurt à Elk Grove Village après avoir ingéré un comprimé de Tylenol « extra-fort ». À Arlington Heights, Adam Janus décède à l'hôpital quelques heures après avoir également ingéré du Tylenol ; son frère Stanley et sa femme Theresa, tous deux résidents de Lisle, meurent à leur tour après avoir pris des comprimés provenant de la même boîte de Tylenol. Dans les jours qui suivent, Mary McFarland d'Elmhurst, Paula Prince de Chicago et Mary Reiner de Winfield meurent toutes les trois dans des circonstances similaires. Une fois qu'il est établi que toutes ces personnes avaient pris du Tylenol avant leur mort, des tests sont effectués ; les résultats révèlent la présence de cyanure dans les bouteilles d'où venaient les capsules ingérées par les victimes. Des avertissements sont diffusés dans les médias de l'agglomération de Chicago. De plus, des patrouilles utilisent des haut-parleurs pour avertir les habitants du danger.

La police, sachant que plusieurs sources de Tylenol ont été altérées, exclut les fabricants, car les bouteilles impliquées sont issues d'entreprises pharmaceutiques différentes. De plus, chacun des sept décès ayant eu lieu dans la région de Chicago, il est impossible qu'il s'agisse d'un sabotage effectué pendant la phase de production. En revanche, la police établit que le coupable a acheté les bouteilles de Tylenol dans plusieurs magasins différents, probablement des supermarchés et des pharmacies. Le criminel semble avoir, pendant plusieurs semaines, ajouté du cyanure aux capsules puis être revenu dans les magasins pour y remettre furtivement les bouteilles sur les étagères. Plus tard, on découvre encore trois bouteilles empoisonnées en plus des cinq bouteilles qui ont causé la mort des victimes.

Afin de rassurer le public, la société Johnson & Johnson diffuse des avertissements aux hôpitaux et aux distributeurs et arrête la production et la publicité de Tylenol. Le 5 octobre

1982, elle publie un rappel national des produits à base de Tylenol ; on estime à 31 millions le nombre de boîtes en circulation, pour une valeur au détail totale supérieure à 100 millions de dollars (267 millions de dollars en 2018)<sup>7</sup>. La société annonce également dans les médias nationaux que les individus ne devraient consommer aucun de ses produits contenant de l'acétaminophène, car il a été déterminé que seules des capsules contenant ce produit ont été modifiées. Johnson & Johnson propose d'échanger toutes les capsules de Tylenol déjà achetées par le public contre des comprimés solides.

### **Enquête et suspect**

Au début de l'enquête, un certain James William Lewis envoie une lettre à Johnson & Johnson demandant à l'entreprise 1 million de dollars en échange de la fin des meurtres provoqués par le cyanure. La police n'est pas en mesure de l'associer aux crimes, car lui et sa femme vivent à New York à cette époque. Reconnu coupable d'extorsion, il est condamné à 20 ans d'emprisonnement et est libéré en 1995 (en libération conditionnelle). La chaîne WCVB Channel 5 de Boston indique que des documents judiciaires publiés au début de 2009 « montrent que les enquêteurs du ministère de la Justice avaient conclu que Lewis était responsable des empoisonnements, mais qu'ils n'avaient pas suffisamment de preuves pour l'accuser formellement ». Lewis a toujours nié toute responsabilité dans les empoisonnements.